



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille Cedex

Lille, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICAE DE LA SOMME ET DU CAMBRAISIS

11 rue de la République
80240 Roisel

Références : 2024-E10117
Code AIOT : 0100049875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement SICAE DE LA SOMME ET DU CAMBRAISIS implanté 11 rue de la République 80240 Roisel. L'inspection a été annoncée le 21/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAE DE LA SOMME ET DU CAMBRAISIS
- 11 rue de la République 80240 Roisel
- Code AIOT : 0100049875
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SICAE (Société d'Intérêt Collectif Agricole d'Electricité) de la Somme et du Cambrésis est une

ELD (entreprise locale de distribution) ayant une activité de gestionnaire de réseau et de distributeur d'électricité et de gaz. Elle emploie 87 salariés et dispose de plusieurs sites (dont Roisel, Péronne, Hangest-en-Santerre, Escaudoeuvres) accueillant des bureaux, parkings et magasins entreposant du matériel d'intervention ou des déchets en attente d'évacuation. La majeure partie de ses activités sera prochainement regroupée au sein d'un nouveau site localisé à Doingt. La SICAE exploite 1138 postes de transformation (nombre déclaré en juin 2024).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Appareils PCB
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Justification du traitement des appareils contenant des PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Teneur en PCB des appareils	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Déclaration des appareils contenant des PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-27	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SICAE de la Somme et du Cambrasis a mené une vaste campagne d'élimination de ses appareils pollués aux PCB ayant permis, d'après l'inventaire national, de traiter 257 appareils entre 2003 et 2021. Elle a poursuivi son action depuis en éliminant une partie des 30 appareils résiduels, répertoriés dans l'inventaire national comme pollués ou susceptibles d'être pollués. Il apparaît toutefois :

- que deux transformateurs pollués ou susceptibles d'être pollués sont toujours en exploitation ;
- qu'un transformateur pollué est toujours détenu sur le site de Roisel ;
- que les certificats de destruction de certains appareils n'ont pas été présentés en inspection ;
- que les informations déclarées dans l'inventaire national sont incomplètes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Justification du traitement des appareils contenant des PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21
Thème(s) : Actions nationales 2024, Détenion d'appareils contenant des PCB
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB :

- à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ;
- à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ;
- à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.

Constats :

A la date de l'inspection, l'inventaire national des appareils contenant des PCB, mentionné à l'article R. 543-27 du code de l'environnement, répertoriait 30 appareils pollués ou potentiellement pollués détenus par la SICAE de la Somme et du Cambrasis (cf. tableau ci-dessous) :

- 24 dont la teneur en PCB était comprise entre 50 et 500 ppm ;
- 6 dont la teneur en PCB était inconnue.

La société a déclaré avoir mandaté son prestataire HT&BT Services pour gérer l'élimination de plusieurs transformateurs pollués aux PCB aux mois d'août 2022 et mai 2024. Ces appareils ont été identifiés par la société sur la base du constat visuel de leur présence dans les magasins des différents sites gérés par la SICAE de la Somme et du Cambrasis.

Les inspecteurs ont consulté les certificats de destruction associés (certificat n°22S301CD0722 du 08/08/22 établi par APROCHIM Grez-en-Bouère et certificat n°2405-0172FC-VUL du 23/05/24 établi par TREDI St-Vulbas). Ceux-ci correspondent à l'élimination de 18 transformateurs pollués. Parmi ceux-ci :

- 15 étaient répertoriés dans l'inventaire national (n° de série : 152565, 1182341, 156006831, 3078551, 52734A, P04361A, 107052A2, 461636, 10122401, 10837B, P10180A, 754336, 200000333, 735521, 129202) ;
- 3 n'y étaient pas répertoriés (n° de série : 14743-5150, 107053B2, 106695A2).

Par ailleurs, la société a indiqué qu'après analyse de sa teneur en PCB, le transformateur n°156007286 s'est révélé non pollué (cf. PC n°2).

Pour les 14 appareils restants, déclarés comme pollués ou potentiellement pollués dans l'inventaire national, les inspecteurs ont consulté le logiciel de GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) de la société, qui lui permet d'assurer le suivi des transformateurs en exploitation et d'accéder à l'historique des transformateurs mis en service sur chacun des sites qu'elle gère :

- 8 y étaient mentionnés comme n'étant plus en exploitation (n° de série : 91523B, 042248A01, 8015891.1, 044678A01, 111072A1, 447053, 95403, 108069A), la société a précisé que ces appareils étaient éliminés mais n'a pas fourni les certificats de destruction durant l'inspection ;
- 3 y étaient mentionnés comme n'étant plus détenus par la société (n° de série : 107052A01, TSA113075A, SP0002Carre) ;
- 2 y étaient mentionnés comme étant toujours en exploitation (n° de série : 63851B - teneur en PCB comprise entre 50 et 500 ppm, SDP321A06 - teneur en PCB inconnue) ;
- 1 y était mentionné comme en attente d'évacuation sur le site de Roisel (n° de série : 2251 - teneur en PCB comprise entre 50 et 500 ppm).

La société a indiqué que le transformateur n°63851B sert actuellement à l'exploitation d'un puit communal. Elle a précisé que sa dépose était prévue à échéance d'un an mais non planifiée.

Les inspecteurs ont visité le magasin du site de Roisel, sur lequel sont entreposés les

transformateurs en attente d'évacuation. Ils ont constaté la présence de deux transformateurs : le n°2251 cité ci-dessus, et un autre transformateur ne disposant pas de plaque d'identification. La société a déclaré que le transformateur n°2251 aurait dû être évacué par son prestataire en mai 2024. Les inspecteurs ont constaté que l'élimination de cet appareil avait effectivement été facturé (facture n°FA00003322 du 24/04/2024).

L'exploitation des transformateurs n°63851B et n°SDP321A06 ainsi que la détention du transformateur n°2251 sur le site de Roisel constituent des non-conformités.

Le tableau ci-dessous reprend les constats effectués pour l'ensemble des transformateurs répertoriés comme pollués ou potentiellement pollués dans l'inventaire national, à la date de l'inspection :

Identifiant de l'appareil	Numéro de série	Adresse	C o d e postal	Ville	Teneur PCB	Année de fabrication	D a t e limite traitement	Statut déclaré en inspection	Demande de justificatif
100546405	152565	R . D U H A U T DU RIEZ	80200	MOISLA INS	50 - 500	1987	31/12/22	Éliminé	-
100053803	1182341	VILLAGE	80300	MONTA U B A N D E PICARDI E	50 - 500	1984	31/12/22	Éliminé	-
100043208	156006831	HAMEAU COURCELLES	80110	DEMUIN	Inconnue	1982	31/12/10	Éliminé	-
100053935	3078551	POMPAGE COMMUNAL	80700	RETHO NVILLERS	50 - 500	1965	31/12/16	Éliminé	-
100053965	52734A	RUE DU MOULIN	80190	ETALON	50 - 500	1969	31/12/16	Éliminé	-
100043271	P04361A	CHATEAU	80500	DAVEN ESCOURT	50 - 500	1978	31/12/19	Éliminé	-

100043 281	107052 A2	SOUFFL ET	80500	GUERBI GNY	50 - 500	1976	31/12/19	Éliminé	-
100053 688	461636	P O R T BETHIS Y	80340	B R A Y S U R SOMME	50 - 500	1979	31/12/19	Éliminé	-
100053 715	1012240 1	EGLISE	80200	FLAUCO URT	50 - 500	1979	31/12/19	Éliminé	-
100053 798	10837B	COUPU RE	80360	MARIC OURT	50 - 500	1980	31/12/19	Éliminé	-
100053 932	P10180A	HAPPEG LENE	80800	IGNAU COURT	50 - 500	1979	31/12/19	Éliminé	-
100043 310	754336	MARCEL THOMA S	80500	CONTO IRE	50 - 500	1986	31/12/22	Éliminé	-
100053 698	200000 333	L E O N B L U M	80340	CAPPY	50 - 500	1981	31/12/22	Éliminé	-
100053 728	735521	CHEMI N D ATHIES	80200	BRIE	50 - 500	1985	31/12/22	Éliminé	-
100053 732	129202	P L A C E D E S TILLEUL S	80200	BUSSU	50 - 500	1983	31/12/22	Éliminé	-
100546 375	1560072 86	11 rue de la Républi que	80240	ROISEL	Inconnu e	1982	31/12/10	N o n pollué	Certific at d'analys e
100054 002	91523B	r u e anatole France	80170	ROSIER ES EN SANTER RE	50 - 500	1977	31/12/19	N o n exploité	Certific at de destruct ion
100043 260	042248 A01	GRENIE R	80700	BEUVRA IGNES	50 - 500	1985	31/12/22	N o n exploité	Certific at de

									destruct ion
100053 693	8015891 .1	PETITE VALLEE	80340	B R A Y S U R SOMME	50 - 500	1982	31/12/22	N o n exploité	Certific at de destruct ion
100043 233	044678 A01	RUE DE MOREUI L	80134	HANGE ST EN SANTER RE	Inconnu e	1985	31/12/10	N o n exploité	Certific at de destruct ion ou d'analys e (si non pollué)
100053 986	111072A 1	Z I l a Rosaie	80500	MONTD IDIER	Inconnu e	1977	31/12/10	N o n exploité	Certific at de destruct ion ou d'analys e (si non pollué)
100053 704	447053	RUELLE NOELLE	80980	DOMPIE R R E BECQUI NCOUR T	50 - 500	1977	31/12/19	N o n exploité	Certific at de destruct ion
100053 796	95403	R U E D E S HOTTE UX	80360	MARIC OURT	50 - 500	1976	31/12/19	N o n exploité	Certific at de destruct ion
100053 859	108069 A	S T C R E N M O N S	80200	ESTREES MONS	50 - 500	1976	31/12/19	N o n exploité	Certific at de destruct ion
100043 270	107052 A01	GARE	80700	BEUVRA IGNES	50 - 500	1976	31/12/19	N o n détenu (détent e u r connu)	Informa tion du détente ur

100054004	TSA113075A	POMPAGE LENOIR	80700	LIANCO UR T FOSSE	50 - 500	1982	31/12/22	N o n détenu (détent e u r connu)	Informa tion du détente ur
100546418	SP0002 Carre	GRAND E RUE	80700	CARREP UIS	Inconnu e	1929	31/12/10	N o n détenu (détent e u r inconnu)	-
100043154	2251	CROIS S T HUBERT	59141	T H U N S T MARTIN	50 - 500	1978	31/12/19	Localisé sur le site de Roisel	Certific at de destruct ion
100043283	SDP321 A06	Z I l a Roseaie	80500	MONTD IDIER	Inconnu e	1982	31/12/10	E n exploita tion	Certific at de destruct ion ou d'analys e (si non pollué)
100546359	63851B	ROUTE D E BUSSU	80200	BUIRE COURC ELLES	50 - 500	1972	31/12/16	E n exploita tion	Certific at de destruct ion

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : La société effectuera les démarches nécessaires à l'élimination des transformateurs n°63851B, n°SDP321A06 et n°2251 et transmettra à l'inspection les certificats de destruction correspondants.

Pour les transformateurs n°63851B et SDP321A06 : elle transmettra à l'inspection un échéancier de dépose accompagné des éléments d'appréciation le justifiant.

Pour le transformateur n° SDP321A06 : de manière alternative, elle pourra réaliser une analyse de la teneur en PCB de cet appareil et le maintenir en exploitation à la condition que celle-ci soit strictement inférieure à 50 ppm.

Délai : 3 mois

Demande de justificatifs n°1 : La société transmettra à l'inspection le résultat de l'analyse de la

teneur en PCB du transformateur n°156007286
Délai : 1 mois
<p>Demande de justificatifs n°2 : La société transmettra à l'inspection les certificats de destruction des transformateurs n°91523B, 042248A01, 8015891.1, 044678A01, 111072A1, 447053, 95403, 108069A.</p> <p>Pour les transformateurs n°044678A01 et 111072A1 : de manière alternative, elle transmettra à l'inspection le résultat de l'analyse de leur teneur en PCB, si celle-ci est strictement inférieure à 50 ppm.</p> <p>Délai : 1 mois</p> <p>Demande de justificatifs n°3 : La société transmettra à l'inspection les courriers d'information des détenteurs des appareils n°107052A01 et TSA113075A vis-à-vis de leurs obligations réglementaires de destruction ou dépollution de ces appareils.</p> <p>Délai : 1 mois</p> <p>Demande de justificatifs n°4 : La société procédera à l'identification du deuxième transformateur entreposé sur le site de Roisel. Si sa date de fabrication est inconnue ou antérieure à 1988, elle procédera à l'analyse de sa teneur en PCB et transmettra le résultat à l'inspection.</p> <p>Délai : 3 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Teneur en PCB des appareils

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26
Thème(s) : Actions nationales 2024, Détention d'appareils contenant des PCB
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur d'appareils susceptibles de contenir des PCB est tenu d'en connaître la teneur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société a déclaré avoir mandaté son prestataire HT&BT Services pour la réalisation d'analyses de la teneur en PCB de plusieurs transformateurs. Les inspecteurs ont consulté la facture n°FA00003322 du 24/04/2024 associée. Parmi les appareils analysés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 était répertorié dans l'inventaire national parmi les appareils dont la teneur en PCB était inconnue (n° de série : 156007286) ; - 13 n'étaient pas répertoriés dans l'inventaire national (n° de série : 181694-08, 238199, 732611, 107259, 300629, 161127, P15068A, 495211, 239945, 40091, 124210, 425835B1, 4045001). <p>Les inspecteurs ont consulté le registre des transformateurs en exploitation à la date de l'inspection et dont la date de fabrication est antérieure à 1988 (cf. date à partir de laquelle les transformateurs sont considérés comme non pollués sous certaines conditions, au titre de l'article</p>

R. 543-30 du code de l'environnement).

Parmi les 216 appareils concernés, ils ont constaté que 27 transformateurs fabriqués entre 1900 et 1987 ne sont pas répertoriés comme non pollués dans l'inventaire national. Pour deux transformateurs, l'année de fabrication n'est pas mentionnée.

N° de série	Année de fabrication
423119	Non précisée
11111409078	Non précisée
01670 A02	1900
43630A2	1964
A17116	1965
A17351	1966
J840214	1970
408601	1970
63851B	1972
102245A2	1974
C095402	1976
16695-26363	1976
16695-26362	1976
447053	1977
P03827A	1978
13155810	1979
10414805	1979

12110A7	1980
88.2.4246	1981
156007286	1982
SDP321A06	1982
132404-01	1984
742900	1985
750391	1986
744206	1986
237722	1986
751462	1986
86n°0481	1986
239951	1987

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatifs n°5 : La société fera part à l'inspection de l'avancement du processus de fiabilisation des 27 transformateurs fabriqués entre 1900 et 1987, ou dont la date de fabrication est inconnue, listés dans le registre des transformateurs en exploitation à la date de l'inspection (analyse PCB, à défaut calendrier des analyses, et modalité de gestion en conséquence). La société mettra à jour l'inventaire national en conséquence.

Délai : 1 mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déclaration des appareils contenant des PCB

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-27

Thème(s) : Actions nationales 2024, Détention d'appareils contenant des PCB
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les détenteurs d'un appareil dont le volume de fluide contenant ou susceptible de contenir des PCB est supérieur à 5 dm³ sont tenus d'en faire la déclaration à l'inventaire des appareils contenant des PCB. Les détenteurs tiennent à jour les informations les concernant. Dans le cas des condensateurs électriques, le seuil de 5 dm³ est défini comme la somme des volumes contenus par les différents éléments d'une unité complète. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation de l'historique de mise à jour de l'inventaire national a montré que des justificatifs d'élimination ont été régulièrement transmis via cet outil par la SICAE de la Somme et du Cambrasis pour les appareils éliminés jusqu'en 2021.</p> <p>Les inspecteurs ont toutefois constaté (cf. PC n°1) que le statut des transformateurs qui ont été éliminés en 2022 et 2024 n'a pas été mis à jour dans l'inventaire national.</p> <p>De même, le statut des appareils qui ne sont plus détenus par la société n'est pas à jour.</p> <p>Par ailleurs, les inspecteurs ont constaté (cf. PC n°1 et 2) que la société avait fait procéder à l'élimination ou à l'analyse de la teneur en PCB de transformateurs qui n'étaient pas répertoriés à l'inventaire national.</p> <p>Enfin, de nombreux transformateurs en exploitation et fabriqués avant 1988 n'y sont pas non plus répertoriés (cf. PC n°2).</p> <p>Le défaut de mise à jour de l'inventaire national constitue une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°2 : La société s'assurera de la mise à jour des informations correspondant à l'ensemble des transformateurs répertoriés à son nom sur l'inventaire national. Elle y déclarera les appareils pollués ou susceptibles d'être pollués qui n'y étaient pas répertoriés et y indiquera leur statut.</p> <p>Délai : 1 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois